



Audit – Bureau de Paris

16 rue de Monceau

75008 Paris

T : +33 (0)1 47 27 70 43

www.bakertilly.fr

UNION DES ASSOCIATIONS DIOCESAINES DE FRANCE

Siège social : 58 avenue de Breteuil
75007 PARIS

SIREN : 387 565 237

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2024

EXPERTISE - AUDIT - CONSEIL

SAS Baker Tilly STREGO exerçant sous le nom commercial de Baker Tilly est membre du réseau mondial Baker Tilly International Ltd., dont les membres sont des entités juridiques séparées et indépendantes.

Siège social : 4 rue Papiou de la Verrie – BP 70948 – 49009 Angers Cedex 01 – R.C.S Angers 063 200 885. Société inscrite à l'ordre des Experts-Comptables de la Région Pays de Loire et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Ouest Atlantique.



UNION DES ASSOCIATIONS DIOCESAINES DE FRANCE

Siège social : 58, Avenue de Breteuil

75007 PARIS

SIREN : 387 565 237

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2024

Monsieur le Président,
Eminences,
Messeigneurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'**Union des Association Diocésaines de France** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié :

- l'évaluation des titres de participation des SCI détenues et l'absence de dépréciation au regard des commentaires donnés dans la note 2 au paragraphe 5 « Les principales méthodes utilisées » section « B-Immobilisations Financières » de l'annexe,
- l'évaluation des valeurs mobilières de placement au 31.12.2024 et l'absence de dépréciation au regard des commentaires donnés dans la note 2 au paragraphe 5 « Les principales méthodes utilisées » section « D-Valeurs Mobilières de Placement » de l'annexe,
- le traitement comptable des fonds dédiés conformément aux dispositions du règlement ANC n°2018-06,
- le traitement comptable des legs, donations et assurance-vie conformément aux dispositions du règlement ANC n°2018-06,

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier présenté par votre conseil d'administration à l'assemblée générale et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris le 3 avril 2025

Le Commissaire aux Comptes
Baker Tilly STREGO

cyrille BAUD

✓ Certified by  yousign

Cyrille BAUD

BILAN ACTIF	2024			2023
	Brut	Amort & Prov	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Concessions, brevets, droits simil	182 529	160 967	21 562	20 962
Fonds commercial				
Immobilisations incorporelles	182 529	160 967	21 562	20 962
Terrains	128 057		128 057	128 057
Constructions	1 694 295	1 086 960	607 335	660 647
Installations techn., mat., outil	3 192 688	1 862 759	1 329 930	1 331 459
Autres immob. corporelles	954 572	852 297	102 275	107 634
Immobilisations en cours				
Immobilisations corporelles	5 969 613	3 802 016	2 167 597	2 227 797
Biens reçus par legs ou donations	164 000		164 000	76 000
Participations	21 056 241		21 056 241	21 056 241
Créances rattach. à des particip.	7 590 181		7 590 181	8 131 660
Autres titres immobilisés				
Prêts	200 949		200 949	182 983
Autres immob. financières	4 024		4 024	4 024
Immobilisations financières	28 851 395		28 851 395	29 374 908
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	35 167 536	3 962 983	31 204 553	31 699 666
ACTIF CIRCULANT				
Avances & acomptes versés/com.	124 145		124 145	82 416
Créances :				
* usagers et comptes rattachés	394 284	4 282	390 003	304 322
* diocèses	614 644		614 644	408 914
* reçues par legs ou donations				
* autres créances	2 176 619		2 176 619	2 886 495
Valeurs mobilières de placement	16 997 168		16 997 168	20 631 563
Disponibilités	3 246 164		3 246 164	2 555 836
Charges constatées d'avance	407 885		407 885	182 421
TOTAL ACTIF CIRCULANT	23 960 909	4 282	23 956 627	27 051 968
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de rembour. d'obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL ACTIF	59 128 445	3 967 265	55 161 180	58 751 634

BILAN PASSIF	2024	2023
FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres		
Fonds assoc.sans droit de reprise	20 095 900	20 095 900
Fonds assoc.avec droit de reprise	3 069 099	3 069 099
Ecart de réévaluation		
Réserves	6 140 612	6 037 184
Report à nouveau	7 806 334	6 756 650
Résultat de l'exercice	612 988	1 153 111
Autres fonds associatifs		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL FONDS ASSOCIATIFS	37 724 932	37 111 943
FONDS DEDIES ET REPORTEES		
Fonds reportés	1 019 949	26 500
Fonds dédiés sur legs ou donations	1 623 778	1 646 027
Fonds dédiés sur autres ressources	4 507 397	3 896 633
TOTAL FONDS DEDIES ET REPORTEES	7 151 124	5 569 160
PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES		
Provisions pour risques	114 453	114 453
Provisions pour charges	265 837	229 695
TOTAL PROVISIONS	380 290	344 148
DETTES		
Emprunts obligataires		
Emprunts & dettes aup. étab. Crédit	728 022	800 479
Emprunts et dettes financ. Divers	1 146 419	1 099 169
Avances et acomptes reçus	417 695	111 659
Dettes diocèses	4 605 663	8 800 553
Dettes fourniss. & cptes rattachés	1 118 174	1 079 442
Dettes fiscales et sociales	1 141 290	1 143 660
Dettes des legs ou donations	47 025	47 025
Dettes sur immo. & cptes rattachés		
Autres dettes	638 709	2 577 851
Produits constatés d'avance	61 837	66 544
TOTAL DETTES	9 904 834	15 726 382
Ecarts de conversion passif		
TOTAL PASSIF	55 161 180	58 751 634

Comptes au 31 décembre	2024	2023
Cotisations diocèses :		
* Cotisations diocèses générales	7 900 820	7 156 118
* Cotisations diocèses spécifiques	1 646 865	1 539 048
Ventes de biens :		
* Ventes de publications	272 523	235 266
* Ventes sur sessions et ventes accessoires	109 069	416 458
Prestations de service :		
* Inscriptions aux sessions et rencontres	675 627	2 176 937
* Loyers immobiliers	255 113	219 153
* Produits des activités annexes	365 667	330 359
* Droits d'auteur	162 932	154 995
Concours publics	20 000	10 000
Ressources liées à la générosité du public :		
* Dons manuels	351 244	541 615
* Mécénats	80 000	104 000
* Legs, donations et assurances-vie	39 649	159 160
Contributions reçues :		
* Diocèses	1 038 500	-
* Autres organismes privés	555 761	594 812
* AELF	680 358	921 148
* Secours catholique	100 000	100 000
* Contributions aumôneries des prisons	1 549 018	1 401 719
Reprises sur provisions et tr ch	201 233	339 601
Utilisations des fonds dédiés	4 076 143	6 124 220
Produits divers	11 091	1 464
Produits de fonctionnement (I)	20 091 613	22 526 073
Achats et services externes :		
* Restauration et fournitures consommables	626 818	551 648
* Charges des publications	278 058	308 775
* Sous-traitance	322 004	203 656
* Locations immobilières et salles	1 758 863	1 740 717
* Location mobilières et matériels	6 149	3 874
* Entretien, réparations et maintenance	333 143	312 366
* Assurances	37 379	35 304
* Documentation, abonnements et colloques	172 498	193 447
* Personnel extérieur à l'association	-	82 269
* Honoraires	679 126	892 618
* Frais de déplacements et de missions	411 047	374 922
* Frais de sessions et rencontres	927 049	2 647 078
* Poste, télécom, services bancaires	123 535	113 749
* Cotisations formations imprimés	284 789	282 394
* Charges campagnes et actions nationales	1 441 174	1 670 383
Contributions versées et frais pris en charges :		
* Mouvements apostoliques	74 192	59 117
* Autres organismes	1 047 525	776 589
Impôts, taxes et versements assimilés	101 596	85 599
Indemnités et charges du clergé et religieux	309 899	338 876
Salaires et charges du personnel laïc	6 571 386	6 406 572
Dotations aux amortissements et provisions :		
* sur immobilisations : amortissements	250 561	242 635
* sur actif circulant : provisions	-	-
* pour risques et charges : provisions	36 142	-
Reports en fonds dédiés	4 664 658	5 542 659
Charges diverses	74 070	88 734
Charges de fonctionnement (II)	20 531 661	22 953 981
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT (I-II)	- 440 048	427 908

Comptes au 31 décembre	2024	2023
Produits financiers :		
Prod financiers de participations	745 873	748 657
Prod financiers de VMP et actifs im	282 374	109 656
Autres interets et prod assimilés	83 815	145 499
Rep s/provisions financières	-	96 850
Differences positives de change	-	1
Prod nets s/cessions de VMP	279 836	607 761
Total Revenus financiers	1 391 897	1 708 424
Charges financières		
Dot financières aux amort et prov	-	-
Interets et charges assimilées	262 070	116 000
Differences négatives de change	625	-
Frais des opérations sur VMP	-	-
Charges nettes s/cessions de VMP	-	-
Total Charges financières	262 695	116 000
RESULTAT FINANCIER	1 129 202	1 592 424
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	689 154	1 164 516
Produits exceptionnels :		
Prod except s/opérations de gestion	31 688	2 122 527
Prod except s/opérations en capital	-	38 500
Rep s/provisions exceptionnelles	-	-
Total Produits exceptionnels	31 688	2 161 027
Charges exceptionnelles :		
Ch except s/opérations de gestion	31 745	2 152 527
Ch except s/opérations en capital	-	2 435
Dot except aux amort et provisions	-	-
Total Charges exceptionnelles	31 745	2 154 962
RESULTAT EXCEPTIONNEL	- 57	6 065
Impot sur les sociétés	76 109	17 470
RESULTAT NET	612 988	1 153 111

Note 1 – OBJET SOCIAL

En conformité avec l'art 432-2 du règlement comptable 2018-06, il est rappelé que par son statut d'union des associations diocésaines, l'objet social de l'UADF est de subvenir aux frais et à l'entretien du culte catholique.

Ses activités sont conduites par un Secrétariat général avec onze Services nationaux, qui préparent les travaux et assurent l'exécution des décisions du Conseil Permanent, des Assemblées plénières des évêques, ainsi que des Conseils et Commissions. L'UADF finance ses activités pour l'essentiel par des cotisations appelées auprès des diocèses, des contributions et legs, ainsi que par l'organisation de sessions et différentes autres sources de financement.

Note 2 - REGLES ET METHODES COMPTABLES

1. PRINCIPES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par préférence à la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au nouveau plan comptable général, et au règlement ANC 2018-06 de l'autorité des normes comptables (ANC) applicable aux opérations à partir du 1^{er} janvier 2020.

Par ailleurs, pour certaines opérations spécifiques au culte catholique, les présents comptes annuels respectent les recommandations comptables de la CEF.

Agrégation des comptes annuels :

Il est précisé que tous les établissements intégrés dans les comptes de l'UADF tiennent une comptabilité autonome simplifiée en « recettes/dépenses ». Ils comptabilisent leurs opérations sur la base d'un plan comptable harmonisé avec le siège et sur la base de principes comptables harmonisés.

Pour la présentation de la liasse UADF, les opérations internes à l'association sont éliminées et les comptes de résultat et les bilans sont additionnés. La seule opération d'élimination cette année concerne un compte courant avec le CULD pour +12 K€.

L'UADF n'a abrité en 2024 aucune campagne nationale de collecte. Les collectes de la campagne Merci, dont une partie transitaient par l'UADF dans les dernières années, sont allées cette année directement aux diocèses.

L'UADF a émis au global 151 reçus fiscaux à son nom dont 10 pour Chemin d'Humanité, comptabilisé en produits exceptionnels à leur réception et en charges exceptionnelles avant leur transfert vers le séminaire ou l'association pour le même montant au cours de l'année 2024.

En application de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021, l'UADF a procédé à la déclaration des ressources en provenance de l'étranger pour l'année 2024 pour un montant de 79 K€ (29 K€ en provenance d'Allemagne et 50 K€ en provenance des Pays-Bas).

2. MODIFICATION DE L'ALLOCATION DES RESSOURCES

Alors qu'antérieurement les concours publics alloué par le ministère de la Justice pour les aumôneries de prisons étaient gérés par les territoires, il a été décidé depuis 2022, pour se conformer aux recommandations de l'administration fiscale, de centraliser ces financements au niveau de l'UADF. Les ressources non utilisées et non versées en 2024 par l'UADF pour les actions des aumôneries (333 K€ en 2024) ont été constatées, comme l'année dernière, dans un fonds dédié. Au 31 décembre 2024 le fonds dédié aux prisons s'établit à 2.141 K€.

3. EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

L'UADF a enregistré un certain nombre de versements reçus des diocèses destinés à la lutte contre les abus sexuels, pour un total de 7.611 K€. Elle a par ailleurs reversé au fonds de dotation Selam 10 500 K€ au cours de l'année. Le solde de ces avances est donc de 2.616 K€ à fin 2024. Ces montants sont comptabilisés, en attendant leur utilisation, en compte courant vis-à-vis des diocèses.

4. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Entre le 31 décembre 2024 et le 30 mars 2025, date à laquelle les comptes de l'exercice 2024 ont été arrêtés, le Conseil d'administration de l'UADF a accepté le 4 février 2025 un legs d'un montant de 155 K€.

5. LES PRINCIPALES METHODES UTILISEES ONT ETE LES SUIVANTES

A – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES & CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

Un bien constitue une immobilisation lorsque sa valeur d'acquisition est supérieure à 1800 Euros TTC.

Les œuvres d'art ne sont pas amorties et les agencements des constructions sont repris en installations techniques et agencements.

Les amortissements ont été pratiqués suivant le mode linéaire en fonction de leur durée normale d'utilisation. La durée d'amortissement varie de 1 à 50 ans.

Les immobilisations sont amorties selon les méthodes suivantes :

- Logiciels informatiques : linéaire 1 à 3 ans ;
- Installations générales : linéaire 3 à 30 ans ;
- Matériel de bureau : linéaire 2 à 5 ans ;
- Mobilier de bureau : linéaire 4 à 10 ans.

B – IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les titres immobilisés sont inscrits à leur valeur d'acquisition.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition.

La valeur comptable de notre participation dans la SCI du 58 Breteuil est de 20.691.400 €. Cet immeuble étant exclusivement affecté à notre objet et présentant une valeur vénale supérieure à sa valeur comptable, aucune provision sur titre de participation n'a été constatée.

Le montant de la créance de la SCI du 58 Breteuil s'élève à 7,6 M€.

Les titres de la SCI Montparnasse n'ont fait l'objet d'aucune dépréciation, étant donné l'emplacement et l'état du bien.

C – CREANCES ET DETTES

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est constituée pour tenir compte des risques de recouvrement afférents au 31 décembre.

D – VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Elles sont valorisées à leur coût d'acquisition, les frais et les taxes liés à l'acquisition des titres constituent des charges de l'exercice.

Les plus ou moins-values de cessions sont déterminées par ligne de titres, sur base du coût moyen pondéré.

Une provision pour dépréciation est constituée sur les valeurs mobilières dont le cours de négociation en bourse, au 31 décembre, est inférieur aux valeurs auxquelles ces titres figurent dans les comptes de l'association.

Degré d'exposition aux risques des placements :

- A court terme (livrets, comptes à terme, OPCVM) : 14%
- A moyen terme (contrats de capitalisation) : 16%
- A long terme (actions, produits diversifiés) : 70% (dont actions Ethica)

Suivant la décision du Comité financier d'avril 2024, deux des trois contrats de capitalisation Cardiff ont été rachetés partiellement (pour 0,8 M€), et les contrats AG2R pour leur valeur résiduelle. Les intérêts courus non échus sur les trois contrats Cardif restants ont été comptabilisés à titre dérogatoire pour une valeur de 250 K€, (contre 434 K€ à fin 2023 pour les quatre contrats).

Conformément aux textes en vigueur, des acomptes d'impôt sur les sociétés ont été versés jusqu'à ce jour à hauteur de 21 K€ sur les placements en cours sous forme de contrats de capitalisation. Ils ont été calculés sur la base de 105% du taux mensuel des emprunts d'Etat (TME) d'origine au taux d'imposition de 10%. Ces acomptes sont au niveau de l'impôt théorique dû sur les intérêts courus.

E – PROVISION POUR INDEMNITES DE DEPART A LA RETRAITE

La provision a été constituée pour l'ensemble du personnel, elle s'élève à 265.837 €. Les hypothèses retenues sont :

- Outre les dispositions stipulées par l'article V.3.2 de la convention collective du personnel salarié de l'UADF en vigueur.
- Age de départ à la retraite 67 ans
- Taux d'actualisation de 3%
- Taux de charges de 60%
- Table de mortalité TV88-90

Les engagements sociaux sur le clergé en mission pastorale ne sont pas calculés. Ces derniers restent sous l'autorité de leur évêque ou de leur supérieur de congrégation et les engagements attachés à leur statut sont assurés par leurs instituts respectifs

F – PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

L'analyse des litiges existants, en particulier ceux éventuellement liés aux contrats de prestations, a conduit au maintien du niveau de provisions de début d'année.

G – FONDS DEDIES

Ce poste comprend la partie des subventions, legs ou donations reçus par l'association et affectés à un projet particulier qui n'ont pas été utilisés en totalité au cours de l'exercice.

H – COMPTE DE RESULTAT

Résultat financier :

Un dividende a été perçu de la SCI Breteuil pour 705 K€.

Aucune moins-value n'est provisionnée sur le portefeuille dans l'année.

La convention de trésorerie aux termes de laquelle l'UADF gère les placements des ACFM a été renégociée en 2024 pour une durée de 5 ans sur un montant de 750 K€. Les intérêts courus n'ont pas été comptabilisés cette année encore, puisqu'ils sont capitalisés et qu'au dénouement ce contrat sera acquis aux ACFM.

Résultat exceptionnel :

Des produits et des charges exceptionnels sont enregistrés pour un montant de 32 K€ reçus principalement dans le cadre des campagnes pour le Séminaire Pontifical Français de Rome et sont intégralement reversées. Le montant est en très forte baisse par rapport à 2023 (2.122 K€), avant l'arrêt de la centralisation partielle de la campagne Merci au travers de l'UADF.

Note 3 - ENGAGEMENTS HORS BILAN

1. Bail sur les locaux du 58, avenue de Breteuil

En vertu du bail entre la SCI du 58 avenue de Breteuil et l'UADF, cette dernière s'engage aux éléments suivants :

- Dans l'éventualité d'une résiliation anticipée ou à l'issue du bail non renouvelé, l'UADF se verra verser par la SCI une indemnité compensatrice des investissements réalisés équivalente à leur valeur d'origine diminuée des amortissements économiques pratiqués, ces investissements devenant la propriété de la SCI Breteuil.
- L'assurance du bien couvrant les risques liés à la clause de versement des indemnités au preneur en cas de sinistre et l'engagement de reconstitution à l'identique.
- Conformément aux engagements prévus au bail souscrit entre la SCI du 58 de Breteuil et l'UADF, cette dernière doit investir ou thésauriser a minima de quoi couvrir ses engagements d'investissement sur le site du 58 avenue de Breteuil.
- Cet engagement est aujourd'hui couvert par ses réserves.

2. Lutte contre les abus sexuels dans l'Eglise

L'UADF s'est engagée à financer l'ensemble des missions et travaux de l'INIRR et du TPCN, qu'elle a créés en 2021 et 2022 dans le cadre des actions de lutte contre les abus sexuels dans l'Eglise.

Le fonds dédié LASE, a financé au cours de cette année l'INIRR à hauteur de 935 K€, les groupes de travaux mis en place à la suite du rapport de la CIASE pour un total de 21 K€, ainsi que le travail sur les Processus pour 43 K€. Pour cela le fonds, dans lequel il restait 92 K€ au 31 décembre 2023, a été abondé pour 1000 K€ en 2024, prélevés sur les avances des diocèses pour le fonds de dotation Selam, comme le prévoit la résolution adoptée par l'Assemblée Plénière de novembre 2023.

Par ailleurs, au 31 décembre 2024, l'UADF dispose dans sa trésorerie (cf note 2 para 3) d'un total d'avances de 2.616 K€ reçues de plusieurs diocèses eu bénéfice du fonds SELAM, à qui cette somme sera versée, en totalité ou en partie, en tant que de besoin. L'UADF étant dépositaire des fonds, cette somme a été comptabilisée en dettes vis-à-vis des diocèses.

Le TPCN, installé depuis début 2023 dans des bureaux au 56 avenue de Breteuil, a enregistré en 2024 des dépenses totales de 58 K€, dont près des trois quarts en salaires et traitements, pour un budget prévu de 71 K€.

3. Engagements sociaux

Néant, dans la mesure où les indemnités de fin de carrière sont provisionnées dans les présents comptes annuels.

4. Legs et donations

Depuis le 1er janvier 2020, les legs autorisés par le Conseil d'Administration et par la Préfecture mais non réalisés sont comptabilisés dans le bilan, conformément au nouveau règlement comptable des associations 2018-06.

Au 31 décembre 2024, les legs, en forte augmentation par rapport à fin 2023 sont les suivants :

- Pour l'UADF : 1.019.949 € comptabilisés en fonds reportés.
- Pour le CFRT : 49.500 € brut dont 47.025€ pour le montant net de frais de gestion (5%) comptabilisés en dettes.

Comme depuis 2020, il a été décidé que les legs particuliers, pour 4.000 € à fin 2024, n'ayant pas fait l'objet d'acte de délivrance ne sont pas traités comptablement.

Le poste legs, donations et assurances vie dans le compte de résultat s'élève à 1.033.097 € et se décompose ainsi :

- 754 Legs et donations :	39 648
- 789 reprises sur fonds reportés :	0
- 689 Dotations sur fonds reportés :	993 449
- 7754 Prix de cessions des biens reçus par legs et donations :	0
- 6754 VNC des biens reçus par legs et donations :	0

Note 4 - TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

Variation des immobilisations (€)	Valeur brute debut exercice	Acquisitions	Cessions	Valeur brute fin exercice
Frais d'établissement	-	-	-	-
Autres Immobilisations incorporelles	163 067	19 461	-	182 529
Immobilisations incorporelles (I)	163 067	19 461	-	182 529
Terrains	128 057	-	-	128 057
Constructions	1 694 295	-	-	1 694 295
Installations techniques, matériels & outillages	3 044 067	162 635	14 014	3 192 688
Installations generales, agencements divers	5 170	-	-	5 170
Materiel de bureau et informatique	453 723	16 286	1 865	468 144
Materiel de transport	9 435	-	-	9 435
Mobilier	417 412	12 424	6 212	423 624
Autres	48 200	-	-	48 200
Immobilisations corporelles en cours	-	10 583	10 583	0
Immobilisations corporelles (II)	5 800 359	201 928	32 674	5 969 613
Biens reçus par legs ou donations (IV)	76 000	88 000	-	164 000
Participations	21 056 241	-	-	21 056 241
Creances rattachées à des Participations	8 131 660	-	541 479	7 590 181
Prêts	182 983	17 966	-	200 949
Autres Titres et immobilisations financieres	4 024	-	-	4 024
Immobilisations financières (III)	29 374 908	17 966	541 479	28 851 395
Total (I+II+III+IV)	35 414 334	327 355	574 153	35 167 536

Note 5 - TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

Variation des amortissements (€)	Valeur brute début exercice	Augmentation	Diminution	Valeur brute fin exercice
Frais d'établissement				-
Autres Immobilisations incorporelles	142 106	18 861	-	160 967
Immobilisations incorporelles (I)	142 106	18 861	-	160 967
Terrains				-
Constructions	1 033 648	53 312	-	1 086 960
Installations techniques, matériels & outill.	1 712 608	152 396	2 246	1 862 759
Installations générales, agencements divers	5 170	0	-	5 170
Matériel de bureau et informatique	399 940	24 519	-	424 459
Matériel de transport	9 435	0	-	9 435
Mobilier	411 761	1 472	-	413 233
Autres				-
Immobilisations corporelles (II)	3 572 562	231 700	2 246	3 802 016
Total (I+II)	3 714 668	250 561	2 246	3 962 983

Note 6 - TABLEAU DE VARIATION DES FONDS ASSOCIATIFS

Nature des Provisions et des Réserves	Montant début d'exercice	Affectation résultats et retraitements	Dotations exercice	Transfert	Montant fin d'exercice
Fonds Propres					
Fonds associatifs sans droit de reprise	20 095 900				20 095 900
Fonds associatifs avec droit de reprise					
- apports					
- legs et donation	3 069 099				3 069 099
Ecarts de réévaluation					
Réserves					
Statutaires ou contractuelles					
Réserves réglementaires					
- investissement					
- compensation					
- trésorerie					
Autres réserves	6 037 184	-103 428			6 140 612
Report à nouveau	6 756 650	-1 049 684			7 806 334
Résultat de l'exercice	1 153 111	1 153 111	612 988		612 988
Autres fonds associatifs					
Subventions					
Provisions réglementées					
TOTAL	37 111 943 -	1	612 988	-	37 724 932

Le résultat 2023 a été affecté de la façon suivante :

- Le résultat 2023 de 1 153 111 € en report à nouveau créditeur,
- une réaffectation de 61 572 € du compte "réserves pour projets associatifs" vers le compte report à nouveau créditeur.

L'Assemblée plénière de novembre 2024 a voté l'affectation du compte report à nouveau créditeur vers le compte "réserves pour projets associatifs" de 160 000 €. La réserves pour projets associatifs est donc impactée de +103 427 € en 2024 est ressort au 31/12/2024 à 270 000 € disponibles.

Note 7 - TABLEAU DES PROVISIONS

Nature des Provisions	01/01/2024	Affectation résultats & retraitements	Dotation Exercice	Reprise exercice	31/12/2024
Provisions pour risque et charges					
Provision pour risque /litige	114 453		-	-	114 453
Provision pour départ en retraite	229 695		36 142	-	265 837
Total (1)	344 148	-	36 142	-	380 290
Provisions pour dépréciation					
Sur immobilisations			-		-
Sur comptes clients	4 425		350	493	4 282
Sur VMP	-		-	-	-
Total (2)	4 425	-	350	493	4 282
Total General (1) + (2)	348 573	-	36 491	493	384 571
<i>Dont dotations et reprises:</i>					
- d'exploitation			350	493	
- financière			-	-	
- exceptionnelle			36 142	-	

Note 8 - TABLEAU DE SUIVI DES FONDS DEDIES

	Fonds à engager début d'exercice	Augmentation exercice	Utilisation exercice	Fonds restant à engager en fin d'exercice	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépenses au cours des deux derniers exercices
Cotisation de fonctionnement affectées	3 896 633	13 829 453	13 218 689	4 507 397	-
Cotisations de fonctionnement	3 896 633	13 829 453	13 218 689	4 507 397	
Dons manuels et donations affectées	1 646 027	3 325 016	3 347 265	1 623 778	398 735
Legs et donations	1 646 027	3 325 016	3 347 265	1 623 778	398 735
Fonds reportés	26 500	993 449	-	1 019 949	-
Fonds reportés	26 500	993 449		1 019 949	
TOTAL FONDS DEDIES	5 569 160	18 147 918	16 565 954	7 151 124	398 735

Note 9 - TABLEAU DES CREANCES ET DES DETTES

Échéance des créances au 31/12/2024 (€)	Montant brut	A moins d'un an	De un an à cinq ans	A plus de cinq ans
Créances rattachées à des participations	7 590 181			7 590 181
Prêts	200 949	16 092	184 857	
Autres immob. financières	4 024			4 024
Créances de l'actif immobilisé (I)	7 795 154	16 092	184 857	7 594 205
Avances et acomptes versés sur commandes	124 145	124 145		
Créances usagers et comptes rattachés	394 284	394 284		
Créances diocèses	614 644	614 644		
Autres créances	2 176 619	2 176 619		
Charges constatées d'avance	407 885	407 885		
Créances de l'actif circulant (II)	3 717 578	3 717 578	-	-
Total (I+II)	11 512 732	3 733 670	184 857	7 594 205

Échéance des dettes au 31/12/2024 (€)	Montant brut	A moins d'un an	De un an à cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires	-			
Emprunts & dettes auprès des étab. de crédit	728 022	73 229	300 800	353 993
Emprunts & dettes financières divers	1 146 419	1 146 419		
Dettes diocèses	4 605 663	4 605 663		
Dettes fournisseurs & cptes rattachés	1 118 174	1 118 174		
Dettes fiscales & sociales	1 141 290	1 141 290		
Dettes sur immobilisations & cptes rattachés	-			
Autres dettes	638 709	638 709		
Produits constatés d'avance	61 837	61 837		
	9 440 114	8 785 321	300 800	353 993

Le montant des emprunts auprès des établissements de crédit remboursé sur l'année s'élève à 72 K€.

Aucun nouvel emprunt n'a été souscrit en 2024.

Note 10 - RESULTAT EXCEPTIONNEL

	2024	2023
Produits exceptionnels	31 688	2 161 027
Dons	31 645	2 122 527
Legs UADF	-	-
Legs CFRT a reverser	-	-
Subventions exceptionnelles	-	-
Produits sur legs	43	-
Autres produits exceptionnels	-	38 500
Charges exceptionnelles	31 745	2 154 962
Legs CFRT reversés	-	-
Subventions exceptionnelles	-	-
Dons libéralités exceptionnels	31 745	2 122 527
Val comptables des actifs cédés	-	2 435
Contributions exceptionnelles	-	-
Autres charges exceptionnelles	-	30 000
Résultat exceptionnel	-57	6 065

Note 11 - LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Dénomination	Capital	Quote part dividendes	Valeur des titres : - brute -nette	Prêts, avances et cautions	Chiffre d'affaires /Resultat
1. Filiales détenues à plus de 50%					
SCI du 58 Breteuil	20 691 400	99,99%	20 691 400 20 691 400	7 590 181	1 440 000 704 555
SCI Montparnasse	367 402	99,03%	363 841 363 841		67 232 41 318
2. Participations entre 10 et 50%					
	21 058 802		21 055 241	7 590 181	745 873

Note 12 - DETAIL DES CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

	31/12/2024	31/12/2023
Charges constatées d'avance	407 885	182 421
Produits constatés d'avance	21 631	27 429
Produits constatés d'avance publications	40 206	39 115
Total Produits constatés d'avance	61 837	66 544

Note 13 - DETAIL DES CHARGES A PAYER ET PRODUITS A RECEVOIR

	31/12/2024	31/12/2023
EMPRUNTS & DETTES FINANCIERES		
Intérêts courus sur emprunts	23 884	25 675
DETTES FOURNISSEURS		
Fournisseurs FNP	409 695	477 027
DETTES FISCALES et SOCIALES		
Dettes provisionnées pour congés payés	288 480	274 031
Dettes salariés autres charges à payer	108 482	176 962
Provision charges sociales et fiscales sur congés payés	166 108	153 381
Organismes sociaux charges à payer	63 589	112 065
Charges fiscales sur congés payés		
Etat charges à payer	12 285	12 067
AUTRES DETTES		
Usagers, avoirs à établir	-	-
Legs dons à reverser	15 079	2 010 883
Legs dons à reverser CFRT	1 689	1 689
Charges à payer	210 762	208 567
Subvention à reverser	72 008	51 000
Total	1 372 061	3 503 347

Note 14 - EFFECTIF MOYEN et REELS

Nombre d'ETP moyen	2024	2023
Prêtres et Religieux	15	15
Cadres et non cadres	89	92
Effectif ETP total	103	107

Note 15 – BÉNÉVOLES

En vertu des dispositions de l'article 211-4 du règlement 2018-06, la Conférence des Evêques de France considère que les missions bénévoles réalisées en Eglise résultent du statut de baptisés.

En conséquence elle considère que la présentation des missions bénévoles dans ses comptes ne sont pas compatibles avec le principe de fonctionnement des Associations Diocésaines dont elle a le statut.

Elle a donc décidé depuis 2020 de ne pas comptabiliser ni valoriser ces missions dans ses comptes. Elle a recommandé le même principe aux associations diocésaines, ainsi qu'une information dans l'annexe des comptes.

A fin 2024, 133 bénévoles apportent leur contribution à la CEF. Ils se répartissent dans les pôles de la manière suivante :

Nombre et ETP de Bénévoles - par pôle	nombre	ETP
Secrétariat général & Affaires institutionnelles	15	1,7
Initiation et vie chrétienne	63	8,8
Dialogue, bien commun et amitié sociale	20	5,1
Acteurs de l'Eglise	11	2,0
Communication	7	2,1
Ressources et moyens	17	3,7
Total général	133	23,4

D'une manière générale, les bénévoles ne sont pas présents sur les temps de vacances scolaires. Le temps de présence annuel est donc calculé sur 36 semaines (52 semaines – 16 semaines de vacances scolaires).

Pour les présences occasionnelles (groupes de travail, ou en fonction du besoin), l'estimation en temps est faite forfaitairement sur la base de 1h hebdomadaire soit 4h par mois.

Si la présence est très occasionnelle, soit moins d'une fois par mois, celle-ci n'est pas prise en compte

L'estimation du temps consacré à la CEF par les bénévoles est de 32.800 heures, soit une aide d'une journée par semaine et par bénévole en moyenne (hors vacances scolaires), ce qui représente environ 23 équivalents temps plein.

Note 16 – HONORAIRES du COMMISSAIRE AUX COMPTES

Les honoraires des commissaires aux comptes comptabilisés en charge dans l'exercice s'élèvent à 16,2 K€ TTC, dont 9 K€ liés à la mission de commissariat aux comptes, et 7,2 K€ pour les autres missions.

Note 17 – FISCALITE

L'UADF n'est pas soumise aux impôts commerciaux sur ses activités (impôt sur les sociétés, TVA et contribution économique territoriale).

Toutefois, l'association est redevable de l'impôt sur les sociétés à un taux réduit sur les revenus de son patrimoine.

Note 18 – REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS

Il est précisé qu'aucun membre du conseil d'administration n'est rémunéré par l'UADF.

Note 19 – ETAT des AVANTAGES et RESSOURCES en PROVENANCE de l'ETRANGER

Etat du contributeur	Montant total des avantages et des ressources
ALLEMAGNE	29 000 euros
PAYS-BAS	50 000 euros